

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



mardi 23 mars 2021

## **Au moins six vaccins et zéro solution ?**

### **Téléchargeons l'application #StopCapitalisme**

Et un, et deux, et trois confinements ! Même les supporteurs du gouvernement ne savent plus vraiment comment justifier les mesures prises dans le cadre de l'épidémie. Après le « stop and go », le « pas de confinement » et les promesses avortées d'un plan massif de vaccinations, le Premier ministre vient d'annoncer une nouvelle vague de mesures dont personne ne comprend vraiment la logique. L'épisode grotesque sur l'attestation obligatoire de deux pages – puis, finalement, pas nécessaire – est une parfaite illustration. Vite une aspirine ! Macron a beau s'essayer à la poésie et déclarer que « le maître du temps, c'est le virus », on voit clairement que ses choix politiques ne sont pas seulement guidés par celui-ci. Ce qui apparaît comme une belle cacophonie est en fait structuré par une volonté, celle de maintenir les profits des grandes entreprises coûte que coûte.

#### **Un an après le premier confinement, l'heure des bilans**

Les 250 morts quotidiens d'aujourd'hui, plus d'un an après l'apparition du virus, sont le résultat d'une politique. Même la Cour des comptes, pourtant grande prêtresse des « économies » dans les services publics, dénonce le nombre insuffisant de lits « de soins critiques ». En fait de grandes mesures pour l'hôpital, le gouvernement a continué sa politique d'austérité en pressurant au maximum les travailleuses et travailleurs de la santé. Véran peut dire qu'« on ne forme pas un infirmier en un an », il oublie d'expliquer pourquoi les démissions, arrêts maladie et dépressions augmentent chez les soignants. La même langue de bois est à l'œuvre quand il s'agit de discuter de la catastrophe sociale en cours.

La France est le pays d'Europe à avoir donné le plus d'argent aux entreprises (155,36 milliards), surtout les grandes (celles qui annoncent des milliers de licenciements), alors que la précarité et la pauvreté explosent. Les queues augmentent devant les soupes populaires, des milliers d'étudiants ne mangent pas à leur faim, et les filles et fils d'ouvriers qui ne sont pas inscrits à la fac mais survivaient à coup de petits « jobs » n'ont plus aucun revenu depuis des mois.

L'État n'y peut rien, faute de moyens ? Mais il ne regarde pas à la dépense quand il se laisse racketter par les labos pharmaceutiques qui facturent 60 euros à la Sécu pour chaque test salivaire dans les écoles

– et, mesquinerie supplémentaire, facturés un euro aux profs eux-mêmes ?

#### **Les navrants du gouvernement**

Des militants du théâtre de l'Odéon ont clamé leurs revendications pendant la grand-messe des Césars. Une manifestation « navrante » pour la ministre de la Culture. Quelle horreur, des gens qui revendiquent ! Alors que de plus en plus de théâtres sont occupés par les intermittents du spectacle, le gouvernement répond par le silence devant une lutte qui pourrait faire tache d'huile. Ce qui les fait trembler, c'est la crainte d'une multiplication des mouvements.

#### **La lutte : un vaccin libre de droits**

Le mouvement des intermittents du spectacle, les débrayages dans l'automobile et les manifestations contre les licenciements montrent la voie à suivre pour obtenir les mesures sanitaires et économiques qui devraient s'imposer. Il faut une réduction du temps de travail, des embauches dans les services essentiels, l'interdiction des licenciements, une augmentation générale des salaires et des vraies mesures contre l'épidémie. Si nous sommes encore contraints par les mesures de contrôle, c'est que les gouvernants respectent avant tout les profits des laboratoires pharmaceutiques. Quand l'heure devrait-être à la mise en commun des recherches et au développement massif de la production de vaccins, Macron et son monde défendent les profits plutôt que nos vies. Une injection massive de luttes s'impose plus que jamais.

### **À Lardy, les salariés n'ont pas froid aux yeux**

Sur le centre technique de Renault Lardy, 300 salariés, embauchés et prestataires ont débrayé jeudi dernier contre les annonces de suppressions d'emploi (4600 chez Renault France). Ce nouveau débrayage s'est organisé après que le directeur de la R&D, Gilles Le Borgne, a annoncé l'externalisation de 30 salariés du service maintenance des moyens d'essai à la société P2M. Le Borgne s'appuie sur l'expérience acquise chez PSA. Chez nous près de 300 collègues ont été externalisés de cette façon.

Pour accélérer leurs plans d'économie les patrons cherchent à externaliser des pans entiers d'activité. C'est notamment le cas à Carrières avec l'externalisation de la logistique chez Segula.

Quelque soit leur pedigree les patrons n'hésitent pas à se partager leurs sales méthodes pour nous exploiter toujours plus. À nous, salariés de partager nos revendications et nos luttes. Les salariés de Lardy nous en donne un bon exemple !

### **Stoppons l'hémorragie**

1 300 ce n'est pas le prochain montant de la prime « gilet jaune » c'est le nombre de postes que la direction de PSA compte bien encore supprimer cette année en France avec le DEAC (ou RCC), dont près de la moitié en R&D, Pôle tertiaire, Vélizy, Carrières, Belchamp, etc.

Cette hécatombe dure depuis 2012. De 68 900 salariés PCA France fin 2011 nous ne sommes plus que 36 600 fin 2020, suivant les propres chiffres de la direction. Soit près de la moitié des emplois supprimés en 10 ans en comptant 2021.

La production, l'ingénierie, le tertiaire sont exsangues et partout les charges de travail explosent à la mesure des conditions de travail.

Et la direction voudrait encore presser le citron ? Disons stop à l'effusion et posons un garrot...au cou de la direction de PSA !

### **« Vous leur donnez de l'argent pour qu'ils suppriment des emplois ! »**

C'est un des cris de colère des centaines de salariés de l'usine Bosch de Rodez qui attendaient la ministre déléguée à l'Industrie à sa sortie d'une réunion avec la direction ce vendredi 19 mars. Bosch annonce 750 suppressions d'emplois sur 1250 d'ici 2025. Les travailleurs ne sont pas dupes des discussions entre le gouvernement et le premier équipementier mondial : fabricant des injecteurs diesels sur ce site, Bosch replie la voile sous prétexte de transition écologique. Mais de transition, pour les salariés, il n'y a que celle vers Pôle emploi !

Ras-le-bol d'être lanternés entre faux projets de reconversion et plans de départs volontaires !

### **Conscience d'être pris pour des ...**

Des conditions de travail améliorées ? Des délais tenables ? Ou encore des collègues en nombre suffisant pour répartir le travail efficacement ? Voilà des idées trop innovantes sans doute, pour réduire stress ou risque de burn-out. Sinon, lundi prochain on peut prendre sur le temps de notre pause déjeuner pour écouter un conférencier spécialiste du « mindfulness » nous apprendre à se passer du nécessaire. Le tout en pleine conscience d'écouter plein de bullshit.

### **Fonderie de Bretagne : les salariés reprennent la lutte**

Les salariés de la Fonderie de Bretagne (Morbihan) se sont mobilisés mardi 23 mars contre les suppressions de postes et la vente de leur usine par Renault.

En mai 2020, le plan d'économie de Renault prévoyait déjà de lâcher cette usine qui emploie 350 salariés et des centaines de sous-traitants. Alors que des mobilisations éclataient sur plusieurs sites, la direction avait temporisé et concédé une vague « revue stratégique » sur l'avenir de la Fonderie. En réalité, elle avait déjà sa « stratégie » : patienter quelques mois le temps que la colère retombe, puis se débarrasser de l'usine.

Mais les salariés, qu'ils soient Renault ou sous-traitants, intérimaires, en CDD ou en CDI, ne comptent pas se laisser faire.

### **Et gare à la revanche !**

150 ans après, le souvenir de la Commune de Paris continue d'agiter les politiciens et commentateurs. Quand la maire de Paris tente de récupérer l'événement par de bien molles commémorations la droite s'offusque, cherchant à faire porter le chapeau des meurtres et des incendies au peuple parisien. Le préfet Lallement, lui, se revendique tranquillement de Gallifet, le général qui a fait massacrer 20 000 communards.

Cette première expérience de gouvernement ouvrier avait foutu une sacrée trouille à la bourgeoisie. Il faut croire qu'elle en tremble encore !

Quand les bons bourgeois rendent hommage à Commune, ils lui font des funérailles. Déterrions plutôt son héritage pour, à nouveau, monter à l'assaut du ciel !

Retrouvez les bulletins  
L'Étincelle sur Facebook

